
[← A LA UNE](#)

Grève du 29 septembre : "C'est une première étape pour faire entendre le monde du travail"

Publié le 28/09/2022 à 19:00 | Mis à jour le 28/09/2022 à 20:48



Manifestation intersyndicale contre la réforme des retraites le 17 décembre 2019 à Poitiers

© (Photo NR, Patrick Lavaud)

Les Français sont appelés à se mobiliser ce jeudi 29 septembre, à l'appel de la CGT, la FSU et Solidaires. Pour Benoît Teste, secrétaire général de la FSU, il faut "établir un rapport de force avec le gouvernement".

"Pour nous salaires, pour nos emplois, pour la fonction publique" : c'est le mot d'ordre de la mobilisation intersyndicale prévue ce jeudi 29 septembre. A l'appel de la CGT, la FSU et Solidaires, rejoints par les organisations étudiantes, les manifestants sont attendus partout en France pour protester contre l'inflation, non compensée par des augmentations salariales. "L'idée, c'est de mettre l'accent sur les rémunérations, salaires, retraites et minimas sociaux, pour établir un rapport de force avec le gouvernement", explique à *La Nouvelle République* Benoît Teste, secrétaire général de la FSU (Fédération syndicale unitaire).

Les services publics au coeur de la lutte

La journée de grève interprofessionnelle concerne plusieurs secteurs, notamment les transports et l'éducation nationale, qui devraient être les plus touchés.

Les syndicats veulent mettre l'accent sur la fonction publique, qui souffre d'une pénurie de travailleurs. Dans les établissements scolaires, **plus de 4.000 enseignants manquaient à l'appel à la rentrée**. Dans les secteurs de la santé et des transports, même refrain : 800 conducteurs de bus sont recherchés à la RATP, la SNCF annonçait cet été des suppressions de trains dues à un manque de 10% de ses effectifs de conducteurs, tandis que **l'hôpital public alerte sur un manque de moyens et de personnels** depuis plusieurs années déjà.

"Il faut prendre l'argent où il est et défendre les gens par des augmentations de salaires face à l'inflation et la crise énergétique", avance Benoît Teste, qui se range plutôt derrière la proposition de la Nouvelle union populaire écologique et sociale (Nupes) de taxer les superprofits. Une idée que même le chef économiste de la Banque centrale européenne (BCE), Philip Lane, a suggérée le 27 septembre **au quotidien autrichien *der Standard***.

La réforme des retraites prise dans la bataille

"C'est une première étape pour faire entendre le monde du travail", détaille Benoît Teste, dénonçant un gouvernement qui, dit-il, **"défend les intérêts financiers contre ceux des travailleurs pris à la gorge par l'inflation"**.

Cette journée doit aussi servir à montrer l'opposition aux réformes sociales envisagées par Emmanuel Macron, notamment **le recul de l'âge de départ à la retraite**, auquel s'opposent déjà 72% des Français, selon **un sondage réalisé par Odoxa-Backbone Consulting pour *Le Figaro***.

"Si le gouvernement persiste sur la réforme des retraites, ça entraînera des suites", met en garde Benoît Teste. "On réfléchit à des actions diverses, pour avoir du poids dans les négociations et être plus visibles", précise-t-il, gardant en tête que faire grève est difficile en ce moment. "On le comprend".

Syndicats et partis de gauche divisés

La CFDT, l'Unsa et FO n'ont pas rejoint l'appel à la mobilisation du 29 septembre. Une réunion de l'ensemble des syndicats est prévue le 3 octobre, avec une nouvelle mobilisation possible, par la suite.

Du côté des partis politiques, la Nupes (qui regroupe EELV, le PS, LFI et le PCF) appelle à une journée de mobilisation **"contre la vie chère"** le 16 octobre, mais le PCF a déjà annoncé ne pas s'y joindre... "Ceux du 16 octobre proposent de bloquer les prix, ce qu'on soutient", rapporte Benoît Teste, "mais on préfère passer par les salaires, pour mettre en avant les travailleurs, notamment les métiers tendus actuellement comme les profs et les soignants." Le secrétaire général de la FSU reconnaît néanmoins le côté **"un peu désolant de partir en ordre dispersé"**.

Pour la journée du 29 septembre, les syndicats annoncent déjà 20% de grévistes dans les écoles primaires, avec 40% à Paris et 48% en Seine-Saint-Denis. Dans la capitale, 10% des écoles seront totalement fermées. Des perturbations sont aussi attendues au niveau des transports et dans les secteurs privés, appelés eux aussi à la mobilisation.



LOUPHILY
Journaliste



SES DERNIERS ARTICLES

- > **ABONNÉS** [Prahecq : Des passionnés de mob se lancent un défi de taille](#)
- > [L'Assurance maladie veut récupérer 500 millions d'euros de fraudes aux prestations](#)
- > [Michel Pinçon, le sociologue des riches, est décédé](#)